RAPPORT ATELIER POLE DORI, Koudougou du 5 au 9 avril 2021

Table des matières

1-Introduction 3
2-Objectifs et livrables 3
3-Méthodologie de tenue de l'atelier 3
4-Résultats de la mutualisation des veilles des CNC sur les plans nationaux de riposte 4
4.1-SYNTHESE DES ANALYSES DES PLANS DE RIPOSTE SELON LES 5 DOMAINES PRIORITAIRES 4
4.2- APPRECIATION DU PROCESSUS DE FORMULATION DES PLANS DE MESURE 9
4.3-APPRECIATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES 10
4.4- APPRÉCIATION DES *MESURES INSTITUTIONNELLES, JURIDIQUES ET LÉGALES* POUR RÉUSSIR LA RIPOSTE CONTRE LA COVID 11
5-FORUM DES ELEVEURS 12
6-Conclusions 16

1-Introduction

Du 7 au 9 avril 2021 s'est tenu à Koudougou, l'atelier Pôle de Dori. Cet atelier a regroupé une trentaine de participants (dont 8 femmes) venus des Cellules Nationales de Coordination de l'APESS du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Cet atelier a été placé sous la présidence de DICKO Amadou Hamadoum EMIR de Baraboulé, Président du Conseil d'Administration de l'APESS. Y étaient également présents : les Présidents des Cellules Nationales de Coordination (CNC) APESS du Burkina, du Niger et du Mali, les membres des CNC des trois pays ci-dessus cités, les membres des bureaux des régions retenues dans le cadre du projet, les Responsables Techniques Pays de l'APESS du Burkina Faso, du Mali et du Niger, du Superviseur du Pôle centre Ouest et de la cheffe de file de la seconde ligne de recherche du projet intitulée « Réponses des Acteurs Décisionnaires ».

L'atelier s'inscrit dans le cadre du « **Projet d'appui à la définition et la mise en place des mesures pertinentes et durables en réponse aux effets de la COVID-19 dans le secteur de l'élevage en Afrique de l'Ouest et du Centre », notamment sur la ligne de recherche 2 :** produire une analyse des réponses apportées aux éleveurs et des mesures prises par les acteurs décisionnaires face à la crise.

L'atelier Pôle a pour objectif principal de produire à partir de la mutualisation des veilles nationales une appréciation par l'organisation des éleveurs de la pertinence des mesures de riposte par rapport au vécu des agro-pasteurs et de l'efficacité de leur mise en œuvre.

2-Objectifs et livrables

L'objectif de l'atelier est de *produire à partir de la mutualisation des veilles nationales une appréciation par l'organisation des éleveurs de la pertinence des mesures de riposte par rapport au vécu des agro-pasteurs et de l'efficacité de leur mise en œuvre*.

D'une manière spécifique, Il s'agira de dégager de l'analyse des CNC les thèmes sensibles du point de vue des décideurs et du point de vue des éleveurs en mettant en évidence ceux qui sont communs pour tous les décideurs et pour tous les éleveurs, et ceux qui sont spécifiques à chaque pays.

Le principal résultat attendu de cet atelier est la p*roduction d'une note d'analyse des réponses apportées aux éleveurs par les décideurs et de l'analyse des éleveurs de la pertinence des mesures de riposte par rapport au vécu des agro-pasteurs et de l'efficacité de leur mise en œuvre.*

3-Méthodologie de tenue de l'atelier

Une réunion préparatoire a été tenue sous la présidence du Président du Conseil d'Administration en présence des Responsables Techniques Pays, de la Cheffe de file et du Superviseur du Pôle en vue de préparer l'atelier. Au cours de cette réunion préparatoire il a été passé en revue les Termes de Référence de l'atelier, et nous avons échangé sur comment mieux conduire l'atelier en répartissant clairement les rôles et responsabilités de chacun. Nous avons désigné le traducteur et avons insisté sur la nécessité que le superviseur et la cheffe de file participent à la traduction. La réunion a abordé la question du forum.

Une proposition a été faite de rentrer dans le forum par la présentation de ce que les membres du CoPil ont dit : *« Les leaders d'APESS parlent de ce qui se passe pour les éleveurs autour de la COVID 19 »*. D'autres participants ont trouvé que cette approche peut influencer la réflexion. Après échanges avec le Secrétaire Exécutif il a été unanimement retenu d'entrer par les questions de recherche spécifiques à la 2è ligne pour guider et orienter les interventions tout en laissant au maximum la parole aux éleveurs. La réunion préparatoire a procédé aussi à la revue des outils de collecte de données fiche par fiche. Il a été décidé après échanges avec le SE de procéder dans la fiche de synthèse à l'analyse variable par variable. Les participants ont relu la note 12 de Loïc (Fin atelier de cadrage) pour voir l'articulation entre les ateliers pôles et la conduite des bilans simplifiés.

L'atelier proprement dit a débuté le 7 avril 2021 sous la modération du Président du CA, de la Cheffe de file de la ligne de recherche 2 et du Superviseur du Pôle.

L'atelier a démarré par deux allocutions : celle de bienvenue du Président de la CNC APESS Burkina Faso, et celle d'ouverture du Président du CA. La présentation des participants, la présentation de l'agenda et des objectifs de l'atelier s'en sont suivis.

L'atelier Pôle a duré 3 jours et a progressé en 3 étapes qui sont :

jour 1 **: réflexion sur la vulnérabilité des EF agropastorales** cette réflexion se fait sur la base du partage des résultats de l'étude sur les EF agropastorales vulnérables réalisée en 2019/2020 pour la RRSA de la CEDEAO. Elle introduit à la problématique de la COVID.	→	***jour 2*** **: restitution des veilles sur les ripostes par pays** *travaux de groupe* par pays pour examiner les résultats des entretiens et formuler les appréciations des CNC Chaque pays présente en *plénière* les résultats de la veille nationale des CNC (*conclusions tirées par les CNC à partir de l'exploitation des entretiens*) → 3 présentations aux ateliers de Koudougou et Garoua, 2 à l'atelier de Thiès
	→	***jour 3*** **: forum d'appréciation par les éleveurs des mesures prises** La formule du "forum", déjà pratiquée dans des ateliers de pôles, permet une libre expression des représentants des éleveurs présents autour de leur appréciation des mesures de riposte et de leur mise en œuvre.

4-Résultats de la mutualisation des veilles des CNC sur les plans nationaux de riposte

La collecte des informations a été réalisée dans un contexte marqué non seulement par la COVID 19 mais aussi par l'insécurité et selon les pays par des crises institutionnelles (Transition au Mali) ou encore par la tenue d'élections générales (au Niger). Ces facteurs n'ont pas favorisé la collecte des données ; on a observé parfois des retentions d'informations par les acteurs décisionnaires malgré les lettres d'introduction des RTP pour faciliter cette collecte. Le volume d'informations collectées est variable d'un pays à l'autre.

Les résultats ont été analysées domaine par domaine et à l'intérieur de chaque domaine, variable par variable.

4.1-SYNTHESE DES ANALYSES DES PLANS DE RIPOSTE SELON LES 5 DOMAINES PRIORITAIRES

PROTECTION SOCIALE

Au Burkina Faso : selon les informations collectées auprès de la CONASUR et la Direction Régionale de l'Action Sociale des Cascades, il y a eu la distribution des vivres. Au niveau de la région des cascades la distribution a concerné 31324 personnes dont 19 187 femmes. Le mode de vie spécifique des pasteurs n'a pas été pris en compte dans l'appui en vivres et ce sont les critères traditionnels et modes opératoires qui ont été utilisés indépendamment de la COVID 19. Les membres ont affirmé que ce sont les déplacés internes (PDI) et les agriculteurs qui sont concernés. Mais lorsque qu'on parle d'aliments bétail, tout le monde est concerné. Les personnes ressources qui ciblent les bénéficiaires dans les villages visent prioritairement les personnes de leur entourage oubliant simplement les éleveurs vivant le plus souvent dans des campements.

Au Mali, il y a eu aussi la distribution de vivres à des familles vulnérables recensées. 363 tonnes de vivres ont été distribuées à 14 520 personnes (dont 9680 femmes à raison de 25 kg par personne) de la commune de Mopti. Les communes de Sokoura, Konna, Fatoma et SIO ont bénéficié de 120 tonnes pour un total bénéficiaire de 4800 personnes (dont 3200 femmes).

Au Niger, selon les informations collectées au niveau du Comité national interministériel de riposte à la COVID 19 et du Secrétariat Permanent du Comité de riposte de la Préfecture de Kolo il y a eu des distributions de vivres. Les membres reconnaissent avoir reçu des appuis mais à des proportions variables. Dans la ville de Kolo des éleveurs membres ont reçu 3kg de riz par ménage vulnérable tandis que dans la commune de Torodi les chefs d'Exploitation ont reçu 2 sacs de mil par EF par mois pendant une période allant de 2 à 4 mois selon les familles. Les membres relèvent que la majorité des éleveurs n'ont même pas reçu l'information concernant la distribution des vivres et celle-ci quand elle a lieu est fortement politisée.

Vente à prix modéré

Au Burkina Faso, il ya eu des ventes à prix modérés à travers l'activation des boutiques témoins. Au niveau de la région APESS des cascades, il y a eu vente d'aliments bétail à des prix modérés variant de 4000 à 4500 fcfa contre 7000 à 9000 fcfa par sac de 50kg sur le marché.

Au Niger, 81529 tonnes de céréales ont été prévues au niveau national au profit de 1 141 405 personnes. Les membres considèrent que la vente à prix modéré a toujours existé au Niger et ont du mal à apprécier ce qui concerne la COVID 19. Le prix de cession du sac de mil de 100 kg est vendu à 13000 fcfa. D'une manière générale, les éleveurs membres de l'APESS ont été peu concernés par cette vente à prix modéré.

Cash Transfert

Au Burkina Faso, un montant de 1,5 milliards de francs CFA a été prévu mais non encore mis en œuvre. La mobilisation du financement est en cours. Il faut noter que des structures comme le PADEL B ont prévu de faire le Cash Transfert au profit des éleveurs.

Au Mali, selon les données fournies par l'INRSP, les familles vulnérables ont reçu chacune entre 80 000 fcfa et 120 000 cfa à travers les réseaux mobiles. Au total 500 personnes (dont 118 éleveurs) en ont bénéficié. Parmi les éleveurs on note 42 femmes éleveuses veuves et chefs de familles. L'opération est encore en cours et devrait toucher 1872 éleveurs vulnérables (dont 526 femmes).

Au Niger, 24,2 milliards ont été prévus par les partenaires pour une population cible de 675 000 personnes. Les éleveurs membres d'APESS confirment qu'il y a eu du Cash Transfert mais ils ont peu bénéficié. Ceux de la région APESS de Torodi ont bénéficié du Cash Transfert allant de 10 000 à 30 000 fcfa.

Cash for Work

Pour les 3 pays, du cash for work a eu lieu mais aucune information n'a été disponible. Les membres de l'APESS au Burkina Faso relèvent que c'est une activité qui est menée régulièrement par les OP et autres ONG. Au Mali, le Cash for work a concerné surtout les agents de santé qui constituent la première ligne de lutte contre la COVID 19. Au total ce sont 600 cadres de santé toute catégorie confondue qui ont bénéficié de cette opération.

Distribution de Kits Animaux

Au niveau des 3 pays, il n' y a eu aucune distribution de kits animaux, cependant on observe que certains partenaires tels que la FAO, l'APESS, le ROPPA et VSF Belgique ont mis en place des kits au profit des populations vulnérables.

Subventions pour l'eau et l'électricité

Au niveau des trois pays il y a eu la subvention en eau et électricité. Mais cette subvention a plus profité aux abonnés et populations vivant en milieu urbain que celles vivant en milieu rural. Les abonnés ont bénéficié des tranches de 10 M3 d'eau et de 50KW au Niger, et de 10 M3 d'eau et de 50KW au Mali. On note toutefois comme relevé par la CNC APESS au Burkina Faso que cette opération a beaucoup profité aux Unités de Transformation Laitière UTL dans la commune de Banfora. De tous les apports prévus les membres APESS la région de Mopti affirment que la fourniture des familles en eau et électricité a été l'engagement le plus tenu par les acteurs décisionnaires. Malheureusement, les agropasteurs vivant en milieu rural n'ont pas été touchés par cette mesure car le prix de l'eau aux fontaines n'a pas changé.

IMPACT DE LA PANDEMIE SUR LE CALENDRIER AGRICOLE

Au niveau du Burkina Faso, les données sont collectées au niveau central auprès du Secrétariat Permanent des Crises et vulnérabilité en Elevage (SP/CVEL) et au niveau déconcentré auprès de la Direction Régionale des Ressources Animales et Halieutiques (DRRAH), de la Direction Régionale de l'Action Sociale, du Gouvernorat, de la Chambre Régionale d'Agriculture et de la Direction Régionale de la santé ; le suivi de la collecte de données s'est renforcé avec l'avènement de la COVID 19. Les données sont collectées au niveau local et transmises au niveau National. Des coordinations au niveau global et sectoriel existent. Les membres ont participé à la collecte de données à travers les AVEC et les Relais de Veille Communautaire.

Au Mali, la mise en place et le renforcement du système de collecte et de diffusion des données se fait par internet. Les membres suivent les informations à travers des flashs hebdomadaires, des rapports mensuels et annuels. Les membres de la CNC affirment que les médias et autres canaux de communication ont pleinement joué leur rôle à travers des émissions en langues locales.

Au Niger, les éleveurs n'ont pas connaissance de nouveaux dispositifs mis en place en dehors de ceux classiques (Système d'alerte précoce) mais utilisent leurs propres dispositifs de suivi et de diffusion à travers les Bilans simplifiés, la veille pastorale, les entretiens et émissions au niveau des radios communautaires, les appels téléphoniques et les réseaux des éclaireurs (Association des Rugga, Garço et Lamé).

SECURISATION DES MARCHES INTERIEURS

On n'a rien observé concernant les Achats publics groupés auprès des producteurs ou la mise en place des installations de stockage après récolte au Burkina Faso et au Niger. Toutefois au niveau de la région APESS des cascades les membres ont relevé l'existence du système de warrantage mais pas spécifiquement lié à la pandémie de la COVID 19.

Au Mali par contre, les Comités de Développement de Quartiers de la Commune urbaine de Mopti ont bénéficié de banques de céréales. Ces comités s'occupent des questions de salubrité, d'entretien des routes, de gestion des vivres et d'autres tâches.

Pour la promotion des TIC dans la facilitation des échanges commerciaux, on a observé une amélioration du dispositif d'information. Au Burkina Faso, le dispositif de GARBAL expérimenté par la FAO et certains partenaires dans la perspective d'information et de vente en lignes d'animaux en langues locales pourrait être une belle opportunité à saisir. Au Mali, l'ONG Agronomes Vétérinaires

Sans Frontière Belgique a doté 10 membres de la CNC en kits TIC en vue de faciliter les échanges commerciaux.

FACILITATION DU COMMERCE INTRA REGIONAL DES PRODUITS ALIMENTAIRES

- Maintien de l'ouverture des frontières pour la libre circulation des denrées alimentaires

Dans tous les pays, les frontières ont été maintenues ouvertes pour la libre circulation des denrées alimentaires. Toutefois les membres ont constaté une hausse des prix de ces produits dans les communes de Hamdallahi et Youri au Niger.

Les frontières sont ouvertes pour la libre circulation des denrées alimentaires dans l'espace CEDEAO et UMOA mais pas pour la libre circulation des personnes. Ces dernières malgré tout se déplacent d'un pays à l'autre malgré les restrictions imposées et le développement des taxes illicites à travers notamment l'émergence de passeurs clandestins au sein même des FDS, ce qui a pour conséquence le renforcement de la corruption. L'entrave à la mobilité des personnes notamment les éleveurs transhumants a engendré une pression sur les ressources notamment dans la région des Cascades au Burkina Faso avec un risque d'accentuation de conflits entre différents utilisateurs des ressources et de l'espace.

PROTECTION DE LA CHAINE D'APPROVISIONNEMENT EN INTRANTS DES PETITS AGRICULTEURS ET ELEVEURS

- Fourniture d'engrais

Le marché des engrais a subi les effets de la COVID. Au Burkina Faso et au Mali, les membres n'ont pas bénéficié de l'appui en engrais. Au Niger par contre, certains agropasteurs membres pratiquant la riziculture ont reçu des engrais de la part des Coopératives de N'Dounga dans la commune de N'Dounga et de Kirkissoye dans la Commune 5 de Niamey.

- Equipement agricole

Cette opération n'a eu lieu dans aucun des 3 pays du pôle.

- Fourniture des aliments bétail

Des aliments bétail ont été mis à disposition des éleveurs.

Au Burkina Faso, 14 provinces parmi les 30 provinces déficitaires ont reçu des aliments bétail. Toutefois ces aliments ont été plutôt distribués aux agropasteurs. Au total sur une prévision de 24299 tonnes, l'Etat a mobilisé 2134 tonnes soit un taux de réalisation de 8,78%. La région des cascades a reçu divers types d'aliments bétail sous forme de vente à prix modéré de 4000 à 4500 fcfa contre 7000 à 9000 fcfa sur le marché. Les aliments reçus sont : Tourteau de coton (74 tonnes), Tourteau de soja (62 tonnes), Son cubé (94 tonnes) et aliments pour volaille (50 tonnes). Il faut noter que selon les membres, ils ne sont pas impliqués dans l'identification des bénéficiaires. Il a été aussi mis à disposition des éleveurs 125 tonnes de pierres à lécher sur une prévision initiale de 132 tonnes soit un taux de réalisation physique de 95%.

Au Mali 601 tonnes ont été distribuées aux familles vulnérables des communes de Mopti, SIO, Socoura, Fatoma, Kona et Youwarou à raison d'un sac de 50 kg par bénéficiaire. Au total 12020 éleveurs ont été touchés.

Au Niger les membres ont bénéficié de la vente à prix modéré des aliments bétail. Le prix de cession du sac de 50 kg de son de blé est de 4250 fcfa, et celui du tourteau de coton est de 5000 fcfa. L'APESS à travers l'Appui de l'ARAA a fourni aux éleveurs 500 tonnes de tourteaux de coton à au prix de 5000

contre 6500 fcfa sur le marché. Avec l'Entreprise HBS, la CNC a mis à disposition des membres 500 tonnes au prix de 6250 fcfa contre 7500 Fcfa sur le marché.

- Mise en place de micro crédits à faible taux d'intérêts

Des intentions de mise en place des microcrédits existent. Au Burkina Faso, il est prévu une augmentation du fonds alloué pour plus de crédits aux jeunes et aux femmes. Les CNC ont relevé des initiatives parallèles conduites dans le cadre du financement des AGR au profit des femmes. C'est le cas du financement CREME au profit des membres des AVEC de la commune de Thiou. Chaque AVEC a reçu 100 000 fcfa pour mener des activités génératrices de revenus.

- Assurance Agricole

RAS

- Fourniture de pesticides

RAS

- Produits vétérinaires

Au niveau de cette activité, au Burkina Faso il y a eu la vaccination gratuite contre la Peste des Petits Ruminants . Au total il y a eu 4 491 624 têtes vaccinées sur une prévision initiale de 1 020 931 têtes soit un taux de réalisation de plus de 400%. Par ailleurs il y a eu le déparasitage de la volaille ainsi que la vaccination contre la maladie de Newcastle. Au total 9 341 770 têtes ont été vaccinées sur une prévision de X, soit un taux d'exécution physique de près de 457,51%. C'est l'une des rares opération qui a directement concerné les éleveurs pasteurs et agropasteurs selon les membres des CNC. Au niveau de la région des Cascades, 297 351 Petits Ruminants, 338 171 têtes de bovins et 547 412 têtes de volailles ont été vaccinées et/ou déparasitées. La vaccination de la volaille a été conduite de porte en porte tandis que celle des autres animaux s'est faite selon les lieux de regroupement habituels.

Au Mali et au Niger, il n' y a pas eu des dispositions particulières en dehors de celles qui existaient déjà avant la COVID 19.

- Conseil Agricole

Il n'y a pas eu de dispositifs nouveaux de conseil agricole selon les membres de la CNC APESS Niger ; le conseil est arrimé aux dispositifs classiques constitués par les services techniques (bulletins météo, SIM Bétail, message radio). La veille faite par l'APESS a permis d'alerter et d'informer les éleveurs sur la nécessité d'appliquer strictement les mesures barrières pour se protéger contre la pandémie de la COVID 19.

- Semences annoncées

Au niveau des Cascades, les éleveurs ont reçu 7 tonnes de semences fourragères de maïs, de sorgho, de mucuna. Ces semences ont été vendues aux producteurs à 75 francs CFA alors que le prix variait habituellement de 500 à 3000 Fcfa le Kg.

Au niveau du Niger, notamment dans la commune de Hamdallahi, 244,2gk de semences maraichères ont été distribuées aux agropasteurs. D'autres ont reçu des semences de mil, et de niébé. Cependant en raison du retard observé dans la mise à disposition des semences, certains les ont consommés au lieu de les utiliser pour la culture.

- Autres

D'autres actions ont été menées par les décideurs. Il s'agit de la réalisation/réhabilitation de forages pastoraux à hauteur de 87 539 000 fcfa au niveau du Burkina Faso sur une prévision initiale de 415 291 922 FCFA soit un taux de réalisation financière de 21%;

Au Niger des sessions de sensibilisation des éleveurs ont été conduites par des experts du domaine au profit de la population même si les membres remarquent un faible respect des mesures édictées notamment au niveau des éleveurs. L'avènement de la COVID a impacté les pratiques pastorales en perturbant la mobilité et en accentuant la pression sur les ressources (pâturages et eau) ce qui conduit à des conflits. Les femmes ont eu des difficultés pour accéder aux centres de consommation et au niveau de la CNC, les réunions n'ont pas pu se tenir régulièrement. La COVID a occasionné le report de certaines activités cruciales d'une part et d'autre part limité l'élargissement de la base de l'association. Au niveau national certains évènements socio culturels (CURE SALEE, MARIAGES, BAPTEMES, CEREMONIES d'INVESTITURE DES RUGGA) ont été perturbés si non purement et simplement annulés.

4.2- APPRECIATION DU PROCESSUS DE FORMULATION DES PLANS DE MESURE

L'implication des OP dans le processus de formulation des plans de riposte est relative et variable selon les pays.

- Selon la nature du processus :

On note qu'au Burkina Faso, deux types de plans sont élaborés :i) le plan de riposte global a impliqué l'ensemble des secteurs ministériels et certaines directions régionales (DR Santé et les districts de santé), ii) le plan de riposte sectoriel qui dans les secteurs impliqués a concerné les ministères, les Services Techniques Déconcentrés et certaines faîtières des ministères concernés. Pour le cas du MRAH, le Plan de Réponse et de Soutien aux Acteurs de l'Élevage affectés par la covid-19 (PRSAE-C19). Les OP pastorales ont contribué au niveau local à la collecte de données et ont pris part au niveau national à la validation du plan dont le processus a été piloté de bout en bout par le SP/CVEL (Secrétariat permanent du Comité de Veille sur l'élevage). Les OP affirment avoir été impliquées dans la collecte de données pour l'élaboration du PRSAE-C19. Les Relais de veille communautaire, les animateurs endogènes et le bureau Technique de l'APESS au Burkina Faso ont été fortement impliquées. Au Mali, la CNC n'a pas été associée au processus de formulation du plan de riposte nationale ou régionale. Au niveau du Niger, les organisations n'ont pas été impliquées, en témoigne l'absence des représentants des agropasteurs dans le dispositif de gestion de la riposte à la pandémie de la COVID 19. Des rencontres ont eu lieu quand même au niveau de la mairie de Kolo regroupant les leaders locaux, les chefs de villages, le Responsable du Centre de Santé Intégré, le Responsable de la Mairie pour la mise en place d'un comité de veille sur la COVID 19. Le fonctionnement du comité se fait par appel téléphonique. Les rencontres physiques n'ont lieu qu'en cas de difficultés ou suspicion de cas lié à la COVID.

- De la contribution effective des représentants des organisations d'éleveurs à la formulation des mesures

Au Burkina Faso, le processus pour les acteurs de l'élevage a été conduit par le SP/CVEL qui affirme avoir impliqué toutes les parties prenantes. Le processus a été conduit en plusieurs étapes à travers des rencontres de Cabinet du MRAH, des rencontres avec les PTF, une collecte

de données auprès des acteurs, et l'organisation d'un atelier national d'évaluation et de validation du plan. Le bureau technique de l'APESS affirme avoir participé au processus de collecte des données dans la région du Sahel.

Au Mali, la prévision initiale des autorités était de procéder à une large concertation avec toutes les parties prenantes. Mais la crise institutionnelle est venue remettre en cause l'ensemble du processus de formulation du plan de riposte.

Au Niger selon la CNC, les agropasteurs ont eté moins consultés, concertés et impliqués dans le processus de formulation des plans ou mesures. Ceci s'est traduit d'ailleurs par leur absence dans le dispositif de gestion de la riposte face à la pandémie de la COVID-19 ayant pour conséquence immédiate le mauvais ciblage des bénéficiaires réels et le déséquilibre dans la répartition des biens et services de soutien des EF entre les centres urbains et ruraux.

- Pertinence des mesures

S'agissant de la pertinence des mesures, les CNC les trouvent pertinentes mêmes si elles n'ont pas été associées à leurs formulations.

- Mise en œuvre des mesures

Selon les CNC, la mise en œuvre des mesures a été faible au niveau des 3 pays ; les ressources prévues ont été faiblement mobilisées si non carrément utilisés pour les questions sécuritaires. Seule la vaccination du bétail a été une action directement orientée vers les pasteurs et agropasteurs et qui a engendré la satisfaction des bénéficiaires. Par ailleurs les critères de ciblage des bénéficiaires n'ont pas permis de prendre en compte les membres des exploitations familiales (pasteurs) réellement impactées par la COVID-19.

4.3-APPRECIATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES

Cette partie est analysée sur la base de l'accessibilité aux mesures (lieu géographique, coûts, procédures, etc…), le ciblage des bénéficiaires (approché utilisée pour identifier les bénéficiaires et critères de choix), la mise en place au bon moment ainsi que les difficultés rencontrées. A partir des données collectées et de l'appréciation des CNC, il ressort que :

Pour le Burkina Faso, les éleveurs ont eu accès aux apports car la mise en œuvre a été assurée par les services techniques jusqu'à l'échelle communale avec implication des OP. Des comités locaux de gestion ont été mis en place pour la Gestion de l'AB et pour la vaccination. Il y a eu une large diffusion auprès des éleveurs. Pour la distribution de l'AB, l'acquisition par PERSONNE a été limitée à 10 sacs pour éviter une spéculation. Le prix par sac d'AB était à 4000FCFA au lieu de 6500 sur le marché. Les chefs ZONES d'APPUI TECHNIQUE en ELEVAGE et leurs agents appuyés par certains auxiliaires se sont rendus dans les familles pour la vaccination . La CNC a relevé toutefois que l'information n'a pas parfois bien circulé, les éleveurs ne savaient pas ce qui avait été prévu ni la modalité d'exécution. Pour le Mali, **l'accessibilité géographique ne constitue pas une contrainte. Cependant il y a eu des contraintes liées aux coûts et aux procédures.** Pour le Niger, les produits ont été accessibles aux ménages vulnérables à raison d'un sac par mois.

Concernant le ciblage, au Burkina Faso il existe dans chaque province une liste de faîtières d'éleveurs provinciales avec leurs coordonnées. Les STD s'appuient sur elles et les Zones d'Appui Technique en Elevage pour diffuser l'information. Les conditions d'acquisition sont

définies dans chaque province au cours d'une AG regroupant les différents acteurs. Les prix sont fixés à l'avances par le niveau central (le niveau central défini le coût modéré).

Au Mali, le ciblage a été assuré par les DRDS-ES sur la base d'un certain nombre de critères. Les Déplacés internes et les familles vulnérables ont été les cibles.

Au Niger, dans la plupart des cas le ciblage n'a pas été respecté. Les alliances, les partenariats, l'influence, les amitiés ont fortement prévalus tout au long du processus pour bénéficier les produits et les vivres.

S'agissant de la mise en place à temps des mesures, la CNC du Burkina Faso affirme que les appuis sont apportés au bon moment. Au Mali, il y a une lourdeur dans la mise en place des mesures. Au Niger le retard et le caractère épisodique des services ont contribué à augmenter la vulnérabilité des populations bénéficiaires.

Plusieurs problèmes ont émaillé la mise en œuvre des mesures. Au Burkina Faso, les difficultés résident dans le fait que les besoins exprimés en aliments bétail sont largement en deça des stocks reçus, et la distribution est faite au niveau des Directions Régionales des Ressources Animales et Halieutiques souvent éloignés des campements des éleveurs. Au Mali, les ressources financières partagées entre les réfugiés, les victimes de la COVID et les mesures de sécurité ont été insuffisantes. Au Niger, la disponibilité des produits et services prévus, les pratiques de détournement et le mauvais ciblage des bénéficiaires ont été les facteurs ayant limité la mise en œuvre du plan de riposte.

4.4- APPRÉCIATION DES *MESURES INSTITUTIONNELLES, JURIDIQUES ET LÉGALES* POUR RÉUSSIR LA RIPOSTE CONTRE LA COVID

Cette appréciation a été faite à travers les critères relatifs aux arrangements politiques, aux nouvelles normes/règles édictées, aux changements intervenus au plan légal et aux assouplissements au plan juridique.

Il est ressorti des données collectées et des réponses des CNC que de nouveaux arrangements politiques n'ont pas eu lieu. Toutefois au niveau des normes et règles les personnes interviewées et les CNC ont évoqué l'instauration du port des masques, la limitation du nombre de personnes au niveau des rencontres ou concertations, la distanciation sociale, le lavage des mains avec l'eau ou l'utilisation de gel hydroalcoolique. Il a été noté aussi relevé l'obligation de faire un test covid pour voyager et la généralisation du télé travail au niveau des services publics, parapublics et privés. . Concernant les changements intervenus au plan légal, le texte relatif à la mise en place, et au fonctionnement du Comité National de lutte contre les épidémies a été revu au Burkina Faso pour intégrer certains secteurs ministériels et missions. Au Mali, il y a eu une crise institutionnelle qui a mis à l'arrêt toutes les législations et procédures qui étaient en cours.

S'agissant des assouplissements au plan juridique, les acteurs interviewés souhaitent la réouverture des frontières pour permettre aux personnes d'aller et venir afin d'atténuer leur vulnérabilité. Les acteurs souhaitent le renforcement du contrôle sanitaire au niveau des frontières à travers la mise en place de CMA avec des plateaux techniques capables de coordonner le suivi des épidémies et d'être à l'avant-garde de la riposte. Les CNC sollicitent que le test covid soit moins cher et surtout rendu disponible à temps.

Pour réduire l'impact de la pandémie à COVID-19, l'Etat du Niger a élaboré un plan national de riposte ambitieux de 1 296 milliards de CFA. Force est de constaté, un an après la déclaration de cette

pandémie, la mise en œuvre du plan de riposte n'est pas toujours effective du fait de la faible mobilisation des ressources financières permettant sa traduction aux profits des populations. Cet état de fait couplé aux mauvaises pratiques de distribution des biens et services (influence des acteurs politiques, détournements des fonds, mauvais ciblage des acteurs vulnérables) a réduit les impacts positifs escomptés. La pandémie de la COVID-19 qui perdure depuis un an a durement affecté le fonctionnement de nos exploitations familiales et le mouvement des personnes et du bétail. Du fait de leur spécificité par rapport aux autres communautés, le mécanisme de soutien prévu a moins touché les agropasteurs et les pasteurs. On note également, la faible implication des organisations dans le dispositif, ce qui aaccentué la forte mise à l'écart des agropasteurs et pasteurs dans la distribution.

L'insécurité au Mali en général et au Centre du Mali en particulier a eu des impacts très négatifs sur les populations en général et chez les éleveurs (les éleveurs surtout transhumants ou vivant en milieu rural) en particulier. Ces derniers sont stigmatisés et assimilés aux djihadistes. Le changement du régime intervenu à la suite de la crise institutionnelle a provoqué un coup d'arrêt à un grand nombre des mesures du plan de riposte sur la COVID-19. Beaucoup d'informations étaient difficilement accessibles auprès des autorités de la transition que nous avons répertoriées pour l'entretien.

5-FORUM DES ELEVEURS

Le forum a eu lieu conformément aux termes de référence de l'atelier et au guide proposé par le Secrétaire Exécutif lors des réunions préparatoires. Ce guide reprend les 7 questions de recherche spécifiques à la ligne de recherche 2, à savoir les réponses des acteurs décisionnaires.

1. **Quels ont-été les processus mis en place dans le cadre de la formulation qui ont permis d'aboutir aux mesures de soutien en faveur des EF agropastorales ?**

Diallo Djibilirou, CNC BF, Thiou : le processus a commencé par une identification des familles impactées, que faut-il leur apporter et ou trouver les ressources.

Seyni Amadou, CNC Niger, Niamey : Le début du processus a commencé au niveau national avant d'aller au niveau déconcentré ; le processus a été formalisé par un arrêté interministériel regroupant tous les ministères concernés ; le comité a eu pour mandat d'élaborer un plan ; compte tenu de l'urgence les partenaires ont proposé que les ressources destinées au sous secteur soient réalloués aux actions anti covid ; la déclinaison a été faite au niveau déconcentré. Les organisations paysannes n'ont en aucun moment été impliquées dans la formulation, toutefois la pression des PTF et des OPR en faveur de l'agriculture familiale ont influencé la prise de mesures.

Malam Djibo, Torodi : nous avons fait plusieurs émissions pour sensibiliser et informer les éleveurs ; a travers des théâtres, et les journaux radio télévisés ont permis de mieux informer.

Idrissa Moussa, Kompienga : Comme c'est une question d'urgence, les Etats ont pris le devant ; les mesures de soutien ont été prises en faveur des EF agropastorales parce que dans certaines communes les représentants des organisations d'éleveurs ont de bonnes relations avec les autorités.

2. **En quoi les représentants des organisations d'éleveurs ont-ils influencé les processus de formulation et les mesures qui en ont découlé ?**

Amirou Barboulé : Tout le processus a été conduit au niveau de l'Etat à travers ses services centraux ; les organisations ont été peu impliquées. A travers l'internet et les radios on a pu découvrir ; la maladie a commencé en occident et son ampleur a apeuré nos états. L'intervention de l'OMS a aussi favorisé la compréhension. Les appels à l'aide internationale lancé par le président MACRON et l'ONU ont

favorisé aussi des appuis des partenaires pour aider les pays en développement. Certaines organisations faitières aussi se sont battues pour réallouer des ressources existantes ou mobiliser de nouvelles ressources. Les populations ont parfois même dit qu'il n'y avait pas de coronavirus mais que c'était un moyen pour les pouvoirs publics de mobiliser des ressources.

Oumou Sankaré, Bamako : la faible implication des éleveurs n'a pas favorisé justement la mise en place effective des mesures. Les leaders éleveurs ne sont pas toujours proches du pouvoir public.

Seyni Amadou, Président CNC, Niamey : on a eu du mal à avoir les informations ; il a fallu agir sur notre réseau d'alliance pour avoir les informations, beaucoup de rétention de l'information ; il y a nécessité d'actualiser les informations.

Nouhou Ali, Hamdallahi : jusqu'à ce jour les éleveurs et les agriculteurs ne disposent pas des informations ; il faut que APESS et RBM disposent de statut leur permettant d'agir.

Barry Amadou, Madiasso : Même si on ne reçoit pas d'aide ce n'est pas grave, mais qu'on laisse les éleveurs avec leurs biens ; dans notre commune ils ont mis en place des fourrières qui ont pour but simplement de récolter des fonds, des éleveurs ont payé des frais de fourrières à hauteur de 1000 000 fcfa. Les éleveurs connaissent peu les autorités et ont du mal pour exprimer la citoyenneté ; il faut que les éleveurs fassent la politique, et même si tu es conseiller tu n'as pas un grand pouvoir, le Maire travaille selon sa propre vision et les objectifs de son parti.

Ansigué, Sévaré : il est grand temps que les membres de l'APESS fassent des revendications au niveau des communes ; les éleveurs ne sont pas lésés mais se font lésés eux-mêmes. A toutes les AG, le Président nous a toujours sensibilisé pour participer aux instances de prises de décision. « Tout ce qui est fait après toi est contre toi », dit-on. Les éleveurs doivent comprendre qu'ils doivent se battre pour émerger ; A chaque rencontre on se plaint, mais qu'avons-nous fait pour changer la situation ; à l'intention du CA, depuis l'AG de Thiès les statuts sont fixes, et on met pas en place des organes. Pour la prochaine AG il faut penser à la relecture des textes de l'association.

3. Comment les organisations des éleveurs apprécient- elles les mesures prises et leur mise en œuvre ?

Idrissa Moussa, Kompienga : Les marchés ont été fermés, les appuis ont été opportuns cependant les besoins ont été énormes ; les autres acteurs ont été plus proches des Etats et donc ont mieux bénéficié que nos gens.

Boubacar Amadou, Kolo : Chez nous les éleveurs urbains comme ruraux ont eu des doutes alors qu'il fallait attendre de voir ; quand tu doutes sur une chose tu ne peux fournir un effort pour être concerné. La sensibilisation sur la maladie selon les propos de gens était déplacée de telle sorte que tout le monde craignait.

Oumou Sankaré, Bamako. Les mesures ont été prises pour appuyer les gens face au covid, c'est comment faire parvenir les appuis aux EF qui a été une limite. Le ciblage des vrais bénéficiaires a fait défaut.

Renatou Sidibé, Banfora : l'utilisation des masques est une bonne chose car cela a protégé beaucoup les Barry souvent enrhumés.

Kadidia Diallo, Kongoussi:Il y a eu des appuis, mais la voie suivie par l'Action Sociale n'a pas permis de toucher tous les vulnérables, le service a ciblé surtout les anciens bénéficiaires.

Hampaté Sidibé, Barani: les appuis n'ont pas ciblé les vrais besoins des éleveurs ;

Sita Diallo, Thiou: sur le principe les appuis sont bons, mais dans la pratique, certains ont bénéficié en lieu et place des vrais vulnérables ; les vrais éleveurs n'ont rien bénéficié

L'arrivée du Coronavirus a été utile ; la sensibilisation pour l'hygiène des mains est très utile, avant pour manger les gens ne lavent pas les mains ; les bavettes ont été utiles pour protéger les personnes

sensibles à la poussière et au coup de vents ; la distribution des aliments bétail n'a pas toujours été effective car ce sont les chefs de village et de canton qui ont reçu les appuis ; si tu n'es pas dans le même parti que les décideurs, tu ne béneficies point.

Almamy Bara, Sévaré ; le pouvoir public a mobilisé des ressources pour soutenir les éleveurs mais les besoins sont énormes, les mesures prises ont empêché la mobilité et les appuis sont insuffisants.

Malam Djibo, Torodi : les appuis ont été mobilisés mais la procédure de distribution n'a pas été favorable aux éleveurs. Nous au Niger si les appuis avaient transité par les Rugga, les Garço et les Lamé, on aurait eu. Sur toute la chaine de distribution, il y a une retenue ;

Laila, **Kolo** : aucun bienfait du coronavirus, la mobilité a été perturbée, tous les évènements culturels suspendus.

Barry Amadou, **Madiasso** : on a l'impression d'être en présence de deux personnes ayant une bouche longue et une bouche courte ; celui ayant la bouche courte a besoin d'être appuyé. Dans une famille si le père partage, chacun reste sur sa part.

Seyni Amadou, CNC Niger : les mesures sont pertinentes et bonnes et dénotent de l'expertise des membres des comités ; mais elles sont insuffisantes ; les mesures prises en fermant les marchés n'ont pas favorisé l'épanouissement des familles ; on te donne quelques sacs ou kilo de céréales ; en plus il y a la question d'insécurité ; du reste tous les appuis (aliments bétail, etc…) existaient déjà. Il y a un grand écart entre ce qui est annoncé et ce qui est arrivé. Les résultats ont été mitigés, l'immobilisme a ramené les gens au niveau du type T0. Les plans ont été trop ambitieux.

Mme BARRY Fatoumata, CA : avant la covid il y avait l'insécurité qui a rendu les familles très vulnérables, ceci a accentué la vulnérabilité

Diallo Djibilirou, Président CNC APESS Burkina Faso : Celui qui avait ses animaux, se déplace pour exploiter son troupeau et se retrouve maintenant à obtenir seulement 2 sacs.

Nouhou Ali, **Kolo**: si tu es malade, on t'amène un traitement cela te plait. Si on partage au niveau des communes alors chaque acteur aura sa part.

Afisou Adamou, Niamey : les éleveurs en milieu urbain ont plus bénéficié des appuis ; ceux en milieu rural n'ont rien eu. Les organisations n'ont pas été impliquées dans le processus de formulation et de mise en œuvre des mesures.

Malam Djibo, Torodi : les appuis n'ont pas atteint les éleveurs, ceux de la ville ont plus bénéficié ; c'est parce que nos éleveurs ruraux ne font pas la politique ; certains n'ont pas eu l'information, il faut beaucoup de sensibilisation et d'information

Aissa Manga, Torodi: les éleveurs doivent eux-mêmes se déplacer vers leurs communes pour bénéficier des appuis ; il faut se faire recenser pour bénéficier. Notre AVEC a bénéficié de cash transfert, et aussi des appuis. Chaque citoyen peut bénéficier, et il faut se battre.

Laila, Kolo : Les éleveurs de Kolo ont bénéficié mais si tu es dans leurs partis politiques. Il faut voir comment avancer.

Amirou Baraboulé : nous les éleveurs, on n'a ni carte d'électeur, ni pièces d'identité et nous adhérons à des petits partis politiques qui ne n'ont aucune base sociale et donc aucune chance d'accéder au pouvoir ;

4. **Pourquoi certaines mesures annoncées dans les plans de riposte n'ont-elles pas été mises en œuvre ?**

Oumou Sankaré, **Bamako** : la crise institutionnelle au Mali n'a pas favorisé la mise en œuvre de ces actions,

Amirou Baraboulé : l'insécurité, les élections dans certains pays ont été des facteurs qui limitent la mise en œuvre des actions ; les mesures de fermeture des frontières, des marchés, l'interdiction des transports ont aussi empêché la mise en œuvre ; à nos jours, tous les budgets de nos trois pays BF, Mali, Niger sont dédiés aux dépenses de sécurité. On dit souvent que « Si toutes nos barbes brûlent chacun s'occupe d'éteindre sa barbe ». En plus les effets de changement climatique notamment l'inondation à Niamey sont aussi des facteurs qui ont enfoncé nos états ; ces inondations ont fait aussi des recasés et deviennent donc des urgences.

Moussa Guindo, Sévaré : je rejoins ce que dit le président seyni, pour la vaccination les éleveurs sont satisfaits parce qu'aucune autorité n'a pas besoin de détourner le vaccin. Il faut veiller à ce que les produits apportés au nom des éleveurs restent pour eux et ne soient pas détournés. Il faudrait dès le départ faire des parts aux agriculteurs et aux éleveurs.

5. Pourquoi les mesures mises en œuvre n'ont-elles pas profité aux EF agropastorales ?

Amirou Baraboulé : ce sont les magouilles dans le recensement des besoins et le ciblage des bénéficiaires. Certains ont même inscrit parmi les bénéficiaires des gens issus des HANI. Il faut bien identifier les bénéficiaires en donnant aux déplacés internes et aux populations résidentes. Par ailleurs les aliments bétail ne sont pas disponibles car il y a une spéculation sur les prix et il y a aussi des détournements purs et simples. Si on dit de faire aujourd'hui 200 km de goudron à 20 milliards, les responsables du marché vont vouloir avoir des villas sur ce marché.

Barry Ahmadou, **RTP Mali** : il y a un problème de suivi des appuis destinés aux populations vulnérables. Parfois dans la liste des bénéficiaires on a constaté des noms fictifs.

Seyni Amadou, CNC Niger : l'absence des OP dans les dispositifs, il y a aussi une faible influence des éleveurs dans les prises de décision.

6. Quelles sont les mesures mises en œuvre et qui ont profité aux EF agropastorales ?

Almamy Barra : le fait de laisser le transport de marchandises se dérouler a été bénéfique pour les exploitations familiales.

Idrissa Moussa, **Kompienga**: les éleveurs ont bénéficié de vaccination gratuite de leurs bétails ; les aliments bétail ont été vendus à prix modérés sont autant de mesures qui ont bien profité aux EF agropastorales.

Oumou Sankaré, Bamako : L'argent distribué dans le cadre du Cash Transfert a été fort utile pour les familles bénéficiaires.

Afisou Adamou, Saguia, Niamey: le transport des marchandises n'a jamais été bloqué ; ceci a servi à faciliter l'approvisionnement des marchés

Amirou Baraboulé : Beaucoup de vivres ont été mis en place ; des latrines ont été construites ; la fermeture des frontières a été utile mais aussi néfaste. Les éleveurs qui vont en transhumance ne reviennent pas parfois. Rien n'est plus dur que d'être bloqué.

Ansigué Ouoleguem, Sévaré: A la dernière conférence des bourgoutières, nous avons communiqué la liste des animaux volés dans la région de Mopti, et nous avons interpellé la Direction Régionale des productions animales pour que les EF soient appuyées pour reconstituer leurs cheptels.

7. En quoi consistent les dispositifs organisationnels mis en place dans le cadre de la mise en œuvre des plans de ripostes ?

Idrissa Moussa, Kompienga : Il a fallu identifier les familles vulnérables, établir leur liste et les localiser, puis transmission de leurs besoins aux autorités. Si on a l'information de l'arrivée des appuis on se mobilise.

Malam Djibo, Torodi : chef de village avec deux représentants. Quand un appui arrive ce sont ces gens qui recensent les besoins des familles vulnérables, et l'appui passe par eux.

Hampaté Sidibé, Barani: selon la nature des appuis, on s'intéresse au service déconcentré en charge de la question, les autorités coutumières ont été aussi impliquées ;

Moussa Guindo, Sévaré : les dispositifs existent du niveau national au niveau local. Pour ce qui est de l'élevage, on appelle les représentants des OP et on fait la répartition des appuis. Les appuis arrivent sous diverses formes : à travers les services techniques, le gouvernorat, ou les communes, etc…

AFISOU Adamou, Saguia : au niveau national c'est le Comité interministériel, au niveau local ce sont les Gouverneurs, les préfets, les communes en collaboration avec les chefs coutumiers.

Amirou Baraboulé : Dans le Djelgodji, si des appuis arrivent, il y a des comités qui regroupent les représentants des différentes OP qui gèrent la situation. C'est l'action sociale qui pilotait le processus, par moment après ils ont continué avec le PAM, la CROIX ROUGE. L'autorité a recommandé que toutes les structures socio professionnelles soient impliquées. Les membres d'APESS sont bien impliquées dans le processus de distribution. Il y a eu des sensibilisations des familles agropastorales pour revendiquer leurs droits.

Seini Amadou, Niamey : il y a un organigramme à 7 niveaux pour la riposte contre la COVID 19. Des commissions et des sous commissions ont été mises en place. La riposte au niveau local concerne la région, les préfectures et les communes. Pas de dispositif au niveau village.

6-Conclusions

D'une manière générale, il a été unanimement reconnu par les membres présents à l'atelier du pôle qu'il y a eu dans chaque pays un plan de riposte face à la COVID-19. Toutefois, les organisations professionnelles ont été peu voire pas impliquées. La mise en œuvre des mesures a été faible et le ciblage des bénéficiaires n'a pas toujours été fait avec l'orthodoxie qui sied. Des plans de riposte souvent très ambitieux ont été élaborés mais la mobilisation des ressources n'a pas été effective. Cette situation a été rendue difficile du fait de l'insécurité dans la zone, de la crise institutionnelle notamment au Mali et des élections générales tenues au Burkina Faso et au Niger. Ces différents facteurs ont eu un impact négatif sur la mobilisation des ressources au profit des plans de riposte.

ANNEXE 1 : Agenda de travail

Horaires	Activités	Responsables
Jour 1		
08h30 - 09h	- Accueil et installation des participants	**BTP**
09h00 – 09h30	**Cérémonie d'ouverture** - Mot de bienvenue de la CNC APESS BF - Mot d'ouverture du Président du CA	Tall
09h30 - 10h00	- Présentation des participants - Présentation des objectifs de l'atelier - Adoption du Programme	Président/Superviseur
10h00 - 10h30	**Pause – café et Photo de famille**	**BTP**
10h30 – 13h30	**Temps 1 : Réflexion sur la vulnérabilité des EF agropastorales** - Restitution des résultats de l'Etude RRSA - Echanges	Président/Superviseur du Pôle
13H30-15H	**Pause Déjeuner**	BTP
15 H-17h00	**Temps 2 : Restitution des veilles sur les ripostes par pays face à la Covid-19** - Présentation des travaux de groupes - Constitution groupes + début des travaux	Président/Cheffe de file
Jour 2		
09H-10H30	- Suite des travaux de groupes	RTP
10H30-11h	**Pause-café**	**BTP**
11h-13h	Suite des travaux de groupes	
13H-15H	**Pause Déjeuner**	**BTP**
15H-17H	- Restitution des travaux de groupe - Elaboration des conclusions	Président/Cheffe de file
Jour 3		
9h-9H30	- **Temps 3 : Forum** - Rappel des conclusions	Président/Superviseur Pôle
9H30-10H	- Introduction au Forum par les questions	Président/Cheffe de file
10H-10H30	**Pause-café**	**BTP**
10h30-14H	- Echanges - Elaboration des conclusions de l'atelier - Clôture	Président/Superviseur
14h	Pause déjeuner	BTP

ANNEXE 2-Liste des participants à l'atelier

N° d'ordre	Nom et prénom	Fonction/Institution	Sexe		Age		Localité/Pays	Contacts
			M	F	<35	>35		
1	HAFIZOU ADAMOU	TG CNC APESS	X		X		NIGER	00227 96 55 73 97
2	LEILA MAMOUDOU	MEMBRE DE COLLEGE		X	X		KOLLO/NIGER	00227 89 02 93 75
3	AISSA MANGA	MEMBRE CNC NIGER		X			NIAMEY/NIGER	00227 97 59 49 26
4	BOUBACAR AMADOU	BUREAU DE REGION KOLLO	X				NIGER	00227 96 59 78 34
5	DJIBO BOUREIMA	CNC NIGER	X				NIGER	00227 97 28 53 15
6	NOUHOU ALI	MEMBRE CNC NIGER	X				KOLLO/NIGER	0027 96 11 30 41
7	AMADOU SOUMANA FATI	MEMBRE CNC NIGER		X			NIAMEY/NIGER	00227 96 04 13 77
8	HAMADOUM SEYNI AMADOU	CNC NIGER	X				NIAMEY/NIGER	00227 96 71 31 41
9	MOUSSA ENELOU GUINDO	BUREAU DE REGION SEVARE	X				MALI	00223 66 88 98 48
10	AHMADOU BARRY	BTP/MALI	X				SEVARE/MALI	00223 75 31 01 50
11	MODIBO CISSE	MEMBRE BR/SEVARE	X				SEVARE/MALI	00223 76 47 46 50
12	BOUREIMA KODO SOULEYMANE	BTP/NIGER	X		X		NIAMEY/NIGER	00227 96 61 21 76
13	TALL IDRISSA	A.E BANFORA	X				BANFORA/BURKINA	00226 76 24 70 00
14	DIALLO DJIBILIROU	CNC/BURKINA	X				BOBO/BURKINA	00226 76 09 87 80
15	DIALLO SITA	CNC/BURKINA	X				THIOU/BURKINA	00226 76 64 02 73
16	SIDIBE AMADOU	CNC/BURKINA	X				BARANI/BURKINA	00226 72 42 74 10
17	IDRISSA MOUSSA	CNC/BURKINA	X				KOMPIENGA/BURKINA	00226 76 64 56 40
18	DIALLO KADIDIA	CNC/BURKINA		X			KONGOUSSI/BURKINA	00226 70 14 81 90
19	DICKO AMADOU HAMADOUM	CA	X				OUAGA/BURKINA	00226 70 07 68 23
20	ANSIGUE OUOLOGUEM	CNC MALI	X				SEVARE/MALI	00223 66 72 45 65
21	MME FATOUMATA BARRY	CA		X			MALI	00223 67 82 86 00
22	MME OUMOU SANKARE	CNC MALI		X			BANKASS/MALI	00223 79 35 27 40
23	MODIBO OUMAROU	BTP/DORI	X				DORI/BURKINA	00226 76 78 56 23
24	MME HINDATOU AMADOU	APESS/SE		X			OUAGA/BURKINA	00226 70 53 85 14
25	BARRY HAMADOU	BUREAU REGION BANFORA	X				BANFORA/BURKINA	00226 70 14 56 08

26	SIDIBE LAHINATOU	BUREAU REGION		X			BANFORA/BURKINA	00226 72 45 11 15
27	HAMADOUN CISSE	CNC MALI	X				SEVARE/MALI	00223 79 13 57 05
28	OUOBA S. ALBERT	BTP/DORI	X				DORI/BURKINA	00226 70 20 68 63